

ATTAC

# Durable, solidaire, économe

Attac a dressé une sorte de bilan et perspectives du développement durable. Nous publions des extraits de la seconde partie du texte, critique envers une décroissance aveugle comme envers une durabilité dans l'injustice.

Le texte intégral est disponible sous: [www.france.attac.org/a2629](http://www.france.attac.org/a2629)  
Il s'agit d'une synthèse d'un livre à paraître: "Le Développement a-t-il un avenir? Pour une société solidaire et économe", Editions 1001 Nuits, 2004.

Au début de ce XXIe siècle, l'humanité est entraînée dans une spirale dangereuse par la mondialisation capitaliste et les politiques de plus en plus libérales que celle-ci implique. Les multiples dégradations sociales qui affectent toutes les populations, en premier lieu les plus pauvres, mais aussi celles qui avaient pu conquérir des protections importantes, sont les signes d'un dérèglement funeste. Les dégradations écologiques combinant pollutions, réchauffement climatique, appropriation puis épuisement des ressources naturelles et diminution de la biodiversité, menacent les conditions de la vie future et mettent l'humanité devant sa responsabilité à l'égard des générations à venir. Ces deux aspects, le social et l'écologique, doivent être reliés. (...)

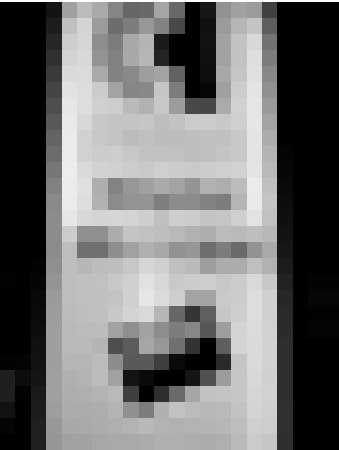
Les vertus du développement durable sont maintenant vantées par ceux-là mêmes qui ont imposé l'abandon de toute politique de développement visant à satisfaire les besoins des plus pauvres (les institutions financières internationales et les groupes financiers les plus puissants) ou qui violent en permanence les règles les plus élémentaires de prudence (les firmes transnationales pollueuses de l'environnement ou pourvoyeuses

d'OGM et celles du transport maritime par exemple). Le développement durable fait l'objet de déclarations d'intention des gouvernements des pays capitalistes développés aussi tonitruantes que dépourvues de suite, sinon pour faire durer les conditions du développement existant dévastateur. (...)

## Pauvreté et décroissance

Cela explique beaucoup la vigueur avec laquelle un courant de pensée fait actuellement campagne pour "en finir avec le développement" et propose la "décroissance". Nous partageons avec ce courant nombre de critiques à l'égard du développement capitaliste, mais considérons que la proposition de décroître est non seulement injuste mais inopérante. (...)

(...) c'est le point le plus important, il faut distinguer la situation des populations nanties de tout ou presque, et celle des populations démunies de tout ou presque. Supprimer l'analphabétisme suppose de bâtir des écoles, amener l'eau potable partout et pour tous implique de construire des réseaux, permettre à tous les individus de se soigner exige des centres de soins. Et tout cela représente de la production



Action "Grande Braderie des services publics" le 6 mai au Luxembourg, organisée par les groupes Attac de la Grande région. La richesse sociale provient aussi des services comme le système de santé, dont le financement est (encore) socialisé.

(photo: Attac)

supplémentaire, c'est-à-dire de la croissance économique et du (ou pour du) développement. Les pays pauvres ont donc droit à une croissance pour produire les biens et les services nécessaires pour leurs besoins aujourd'hui non satisfaits par les structures économiques traditionnelles, ou par le marché. Quelle que soit l'appellation qu'on lui donne ("développement" ou un autre terme), la volonté d'améliorer le bien-être représenté par l'éducation, la santé, etc., et que personne ne conteste, devrait rapprocher les points de vue. (...)

La capacité de la société à réduire les inégalités de toutes sortes en son sein déter-

minera sa possibilité de freiner la croissance économique matérielle et d'éduquer à l'économie face au gaspillage. La sobriété de la croissance matérielle et de la consommation énergétique est la condition sine qua non pour que l'évolution vers les productions de services immatériels suffise à diminuer de manière absolue les prélèvements sur les ressources naturelles.

Ainsi, la décélération de la croissance n'est pas un objectif en soi, mais un moyen d'enclencher une transition permettant, à terme, la déconnexion du développement qualitatif par rapport à la croissance économique globale qui est impossible perpétuellement. Le choix politique conscient de la décélération de la croissance à moyen terme pour les pays riches précéderait nécessairement celui, tout aussi politique et conscient, de la décroissance, laquelle n'est pas envisageable simultanément pour tous les peuples compte tenu des inégalités actuelles, ni indifféremment selon les types de production. L'objectif est bien de subordonner l'activité économique à des choix politiques concernant la société et l'écologie. (...)

## La nouvelle richesse

La richesse sociale ne se réduit pas à l'accumulation de marchandises, à des valeurs d'échange qui rapportent un profit monétaire. Un pan entier de la vie en société est constitué des rapports non marchands, au sein desquels sont produits des services dont le financement est socialisé (éducation, santé, retraites), et des rapports non monétaires qui procurent aussi production et lien social (dans le cadre du travail domestique, du bénévolat et de la réciprocité).

Après plusieurs décennies de dénigrement libéral, nous devons réhabiliter ce non marchand et ce non monétaire, lieux où se produisent d'authentiques valeurs d'usage, éléments primordiaux de la richesse collective. Le combat pour donner une place à la gratuité est inséparable de celui qui vise à réduire le temps de travail, au fur et à mesure que progresse la productivité, car, au-delà des finalités de la production, sont en jeu les finalités du travail. (...)

Refonder et élargir la démocratie, ériger la paix en valeur fondamentale, assumer la responsabilité humaine de maintenir les équilibres de la biosphère sont inséparables de l'émergence d'une société solidaire et économe. Il n'y a donc pas lieu d'abandonner le concept de développement en tant que projet d'émancipation pour tous les êtres humains. Pas plus qu'il n'y a lieu d'abandonner la perspective de dépasser les rapports sociaux d'exploitation et d'aliénation capitalistes. La soutenabilité et la durabilité dont nous avons besoin ne sont pas celles promises par les tenants d'un productivisme inhérent au capitalisme. Notre choix en faveur d'un mode de vie soutenable, socialement et écologiquement, sur le long terme signifie que nous préférons travailler à la pérennité des conditions de la vie plutôt qu'à celle des affaires rentables.

### Conseil scientifique d'Attac

## MINORITES BOSNIAQUE ET GORANI

# Situation explosive au Kosovo

Préoccupé-e-s par la situation sécuritaire au Kosovo, les Bosniaques et Gorani-e-s présent-e-s au Luxembourg s'adressent au gouvernement et à l'opinion publique. Ils et elles demandent un arrêt des retours.

Face à la dégradation de la situation sécuritaire au Kosovo et aux tensions inter ethniques de ces derniers temps, nous, représentant les Bosniaques et les Goranis qui se trouvent au Luxembourg, avons porté à la connaissance du Premier Ministre Monsieur Jean-Claude Juncker et du Ministre de la Justice Monsieur Luc Frieden nos vives préoccupations. C'est donc tout naturellement que nous nous adressons aussi à l'opinion publique du pays.

Ceci s'avère d'autant plus nécessaire qu'à l'heure actuelle, après les événements de mars dernier, les médias internationaux focalisent leur attention sur le conflit opposant les Serbes et les Albanais du Kosovo, omettent de parler de la situation de nos ethnies peuplant le Kosovo.

Malgré la présence des forces internationales au Kosovo, la vague de violence généralisée a envahi la région en frappant surtout les populations les plus vulnérables des minorités ethniques.

Depuis 1999, 36 000 Bosniaques et Goranis ont quitté leurs foyers en cherchant refuge ailleurs; 89 personnes de

cette appartenance ont été tuées et 33 enlevées; 450 appartements et maisons et 160 locaux appartenant à des Bosniaques et Goranis, ont été confisqués. (...)

Les promesses des autorités albanaises pour la sécurité des minorités ethniques et la coexistence pacifique sont illusoire car elles ne parviennent même pas à garantir leur propre sécurité. L'attaque à la bombe de la résidence de Ibrahim Rugova en février 2004, l'assassinat de nombreuses personnalités de l'Union Démocratique du Kosovo proches de Rugova comme Tahir Zema, Cemal Mustafa, Smail Hajdari, sont une preuve irréfutable d'impuissance des autorités en place.

(...)

Pour décrire l'état actuel de choses, ne citons que quelques problèmes qui rendent difficile la vie des minorités:

- la liberté de circulation est toujours fortement limitée en dehors des localités où ces populations sont majoritaires; (...)

- le taux de chômage atteint un niveau record. Tous ceux qui continuaient à travailler durant les années 90, sont traités de collaborateur du régime serbe et restent actuellement sans travail en laissant leur place aux Albanais. (...)

Mais plus que tout, c'est la situation sécuritaire qui nous inquiète fortement. C'est d'ailleurs pourquoi les représen-

tants de l'UNHCR ainsi que des organisations internationales humanitaires et pour le respect des Droits de l'Homme au Kosovo sont unanimes: la situation au Kosovo est explosive et les conditions ne sont pas réunies pour le retour en sécurité des minorités ethniques.

Pour les quelque 300 personnes Bosniaques et Goranis (enfants compris) que nous représentons, venus directement au Luxembourg entre 2001 et 2003, l'inquiétude est grande. Nous vivons ici en très bonne harmonie avec la population luxembourgeoise, mais dans la peur quotidienne du retour, d'autant que la majorité d'entre nous est déboutée du droit d'asile.

Souhaitant rester discrets et communiquer avec notre pays d'accueil autrement qu'à travers des manifestations, nous espérons être cependant entendus et compris.

Pour le Comité des Bosniaques, HUKIC Lutvija

Pour le Comité des Goranis, SALI Mustafa

## Avis

### MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS

#### ADMINISTRATION DES PONTS ET CHAUSSÉES

#### DIVISION CENTRALE DE LA VOIRIE

#### AVIS D'ADJUDICATION

Le **mercredi 9 juin 2004 à 10.00 heures**, il sera procédé au bâtiment des Ponts et Chaussées à Luxembourg, 26, rue N. Adames à l'ouverture de la soumission relative à la

**Route du Nord - Tunnel Gousselerbiertg**

**Mise en peinture**

#### Volume des travaux:

parois en béton : 50.000 m<sup>2</sup> et éléments graphiques

#### Durée prévisible des travaux:

Phase 1: 27 jours ouvrables

Phase 2: 10 jours ouvrables

#### Début prévisible des travaux:

Phase 1: automne 2004

Phase 2: été 2005

Les documents sont à la disposition des intéressés audit

bâtiment les jours ouvrables de 8 à 12 heures à partir du **17 mai 2004** contre présentation d'une copie de virement de **500 €** versés sur le compte IBAN LU13 1111 0011 4679 0000 auprès des Comptes Chèques Postaux Luxembourgeois (CCPL) au nom de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines.

Les pièces de soumission ne peuvent être délivrées que jusqu'à 7 jours avant la date fixée pour la remise des soumissions.

**Il ne sera procédé à aucun envoi des documents.**

Les offres sont à remettre avant le jour et heure respectifs à Monsieur l'ingénieur première classe, 26, rue Nicolas Adames à Luxembourg ou à la B.P. 20 / L- 2010 Luxembourg, conformément aux stipulations du règlement Grand-ducal du 7 juillet 2003 portant exécution de la loi du 30 juin 2003 sur les marchés publics.

Luxembourg, le 15 mai 2004  
La Ministre des Travaux Publics  
Erna Hennicot-Schoepges